



# L'Alternative Rouge & Verte



Bulletin de Ensemble ! Bourgogne Franche-Comté

Mouvement pour une Alternative de Gauche Ecologiste et Solidaire

N° 79 - septembre à décembre 2019 - 3,00 €

## Craquements dans l'ordre néo-libéral ?

Hong Kong qui, l'idéal démocratique brandi comme un pied de nez à la face du totalitarisme chinois, défie à longueur de pugnaces manifestations, civiles et de plus en plus inciviles, le nouveau « Grand Timonier » ...

Mais aussi Santiago (Chili) qui prend feu après une augmentation du ticket de métro, Managua (Nicaragua) défiant Ortega, l'ancien guérillero devenu dictateur, Bogota (Colombie) et les autres villes du pays, se dressant contre Duque, les mots des slogans mis en musique par des concerts de casseroles (« *cacerolazos* »), Quito (Équateur) mobilisé contre le retrait des subventions publiques aux carburants et qui obtient gain de cause, Port-au-Prince (Haïti) où tout est né d'une pénurie de carburant ...

Mais encore Khartoum (Soudan) où, parti de l'augmentation du prix du pain, le mouvement aboutit à une révolution, Bagdad (Irak) qui s'insurge contre la corruption et l'incurie de la classe politique et obtient la démission du premier ministre, Téhéran (Iran) dont le petit peuple descend dans la rue pour refuser l'augmentation des prix des carburants, Alger, Oran, Constantine, pas si loin et de fait si proche, le peuple algérien tout entier soulevé à l'annonce de la provocation insane que constituait la perspective d'un cinquième mandat du cacochyme Bouteflika... admirable marée humaine (le mouvement ou « *hirak* ») qui, chaque vendredi, inonde les rues des villes et des villages pour dénoncer l'insupportable confiscation du pouvoir par l'institution militaire, ou encore Beyrouth (Liban), à la suite la décision d'une taxe sur les communications par WhatsApp dont la jeunesse, mais pas seulement, toutes confessions réunies, chiïtes, sunnites et maronites ensemble, au moins pour un temps, exige, entre autres, une démocratie débarrassée du poids des clans et du partage des postes selon les confessions religieuses...

Sans compter Barcelone (Catalogne), dans le contexte il est vrai particulier

de la revendication indépendantiste, où la colère populaire s'est déclenchée à l'annonce des sentences condamnant à des peines de prison les leaders indépendantistes catalans, et aussi Paris et autres villes de France investies par le mouvement des Gilets Jaunes... Mouvement original issu des profondeurs du peuple et mettant en marche des citoyens jusque là restés en marge, parti du refus d'une taxe pour aboutir à une remise en cause de la démocratie représentative et la revendication du référendum d'initiative citoyenne... Qui oserait prétendre que l'actuel puissant mouvement contre la réforme des retraites ne leur doit rien ?

Inspirés les uns du mouvement des Indignés (« *Indignados* ») dit aussi Mouvement du 15 mai en Espagne (2011) ou de l'*Occupy Wall Street* (2011) ou encore, malgré ses limites, de « Nuit debout » (2016), les autres des « Printemps arabes » (à partir de la fin de 2010) qui aboutirent à des révolutions même si toutes, loin de là, ne furent pas victorieuses (Tunisie, Libye, Égypte et Syrie), ces mobilisations leur font écho.

Des déterminations locales ? Oui bien sûr. Mais les mobilisations féministes et celles sur le climat qui transcendent les frontières ? Et si, au-delà des causes éminemment singulières qui tiennent à la situation du pays, à son histoire, au registre social ici, au champ politique ailleurs, à la conjonction des deux souvent, ces mouvements étaient l'expression d'un malaise commun et d'un commun refus ? Et si, comme y invitait Maria Fantappie, il ne fallait pas lire « *ces mouvements dans un contexte uniquement d'un pays spécifique* », mais au contraire, « *les comprendre comme une expression d'un état de désenchantement vis-à-vis de tout un système, d'une économie néolibérale, qui provoque des ravages surtout parmi les plus jeunes. Tout est lié* » ? **L'ordre néo-libéral commencerait-il à craquer sous la pression des peuples ? C'est en tout cas, même si ce n'est qu'un début, notre conviction.**

Jean-Paul Bruckert

### Sommaire

<b>Edito</b>	... 1
<b>Lentilles</b>	...2
<b>AESH</b>	...3
<b>Alfred</b>	...3
<b>Forêt</b>	...4-6
<b>Algérie</b>	...6-7
<b>Sexualité</b>	...8
<b>Islamophobie</b>	...9
<b>Les Vaïtes</b>	...10-11
<b>Holdup Sécu</b>	...12

SITE DE DEPOT

**P4**

LA POSTE  
DISPENSE DE TIMBRAGE

Besançon PPDC

Déposé le 30 décembre 2019

Date limite de distribution  
5 janvier 2020

**Les Alternatifs de FC**  
6 chemin d'Avanne à Velotte  
25 000 Besançon





## Le Quartier libre des Lentillères et le Jardin des Maraîchères : une ZAD en plein Dijon !



### Pierre Abécassis

Un quartier bigarré et autogéré où s'entremêlent de petits jardins familiaux, des fermes occupées, des cabanes, des ateliers et autres lieux ouverts d'échanges, de savoirs divers et variés, des concerts ou des fêtes. Ces collectifs mélangés de plusieurs centaines de personnes ne plaisent pas trop à la SPLAAD (Société Publique Locale d'Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise) et à la Métropole qui veulent détruire ce quartier pour le remplacer par un projet immobilier d'écoquartier.

Mais les élections municipales approchent et le maire de Dijon est un fin politique. Soufflant le chaud et le froid, il a annoncé le 25 novembre que les Lentillères allaient être interdites à l'urbanisation – adieu l'écoquartier ! - ... tout en demandant « l'évacuation de tous ceux qui occupent de manière illégale ce terrain » et précisant que « [ne] pourront y faire des jardins partagés ou des maraîchages urbains [que] ceux qui s'inscriront pour avoir un bail ». Comme REBSAMEN l'a dit lui-même, il n'allait quand même pas « faire plaisir aux anars » !

Lesquels « anars » n'ont pas attendu que l'écologie devienne un enjeu électoral pour construire concrètement, depuis 10 ans, l'autonomie alimentaire dont se targuent désormais les élus....

Une nouvelle phase de la lutte du Quartier libre des

Lentillères s'ouvre donc désormais pour la préservation de tout ce qui s'y construit : son agriculture hors norme et collective, ses « fêtes incroyables », ses habitations qui permettent à une centaine de personnes de prendre soin de cet endroit au quotidien, sa qualité de refuge pour les exilé.e.s, sa réinvention collective d'une vie de quartier...

L'Assemblée du Quartier est l'expression de l'autonomie politique de ses habitant-e-s, subordonnée à aucune institution. Elles et ils refusent que l'économie marchande capitaliste détermine leurs liens, leurs projets et idées. Ils et elles ne veulent pas faire de la politique une sphère séparée du quotidien, inscrivant leurs luttes contre le sexisme, la transphobie, l'homophobie, le racisme et toutes les autres oppressions dans leurs faits et gestes.

Elles et ils refusent l'idée des Lentillères comme un lieu où il ferait juste bon vivre dans un entre-soi, voulant au contraire lutter aux côtés de toutes celles et ceux qui se soulèvent pour leur libération et celle de la terre.

« La victoire ne fait que commencer ! » est leur cri d'appel à notre soutien !

### A l'invitation des collectifs Ensemble! de Côte d'Or RENCONTRE DÉBAT

**ALGÉRIE : Ah, ça hirak, ça hirak, ça hirak ...**

vendredi 24 janvier 2020 de 18 h 30 à 21 h 30

Mairie annexe des Grésilles - 6 Avenue des Grésilles - DIJON

(tram T2 - arrêt place des Savoirs)

Neuf mois que l'Algérie est secouée par le "hirak", un puissant mouvement pacifique qui réclame une "deuxième indépendance" et un processus constituant pour un nouveau régime, libéré de la clique corrompue et autoritaire qui dirige le pays.

Une délégation du mouvement Ensemble! s'est rendue à Alger et à Bejaïa à la rencontre de ce mouvement.

De retour parmi nous, Noufissa MIKOU et Jacques FONTAINE seront à DIJON pour nous donner leurs impressions et analyses à la lumière des derniers développements et de l'élection d'Abdelmadjid Tebboune.

Venez nombreuses et nombreux

Entrée libre





# Une reconnaissance volée : témoignage d'un AESH de Côte d'Or

Florent Génin

À l'heure d'importantes remises en causes d'acquis sociaux comme les retraites, de grandes dégradations des conditions de travail se profilent dans l'éducation nationale et dans les trois fonctions publiques en général. Les accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH) commencent à lutter pour obtenir la reconnaissance de leur métier et un salaire à la hauteur de leurs missions que le gouvernement prétend prendre en compte dans sa circulaire de rentrée 2019.

Historiquement issus de la lutte des parents d'élèves depuis les années 1970, les accompagnants d'élèves handicapés sont passés par de nombreux statuts et situations différentes : salarié des associations de parents d'élèves, contrat à durée déterminée de droit privé pour la réinsertion dans l'emploi (AVS) et contrat à durée déterminée de droit public (AESH). La loi 2005-102 du 11 février 2005 a permis d'institutionnaliser l'aide aux élèves porteurs de handicap mais elle n'a pas permis de créer un statut pérenne pour ceux qui les accompagnent, encore sous contrat aidé (CUI-CAE).

Le statut d'AESH a été créé en 2014 pour remplacer progressivement les AVS en contrats aidés. Ces contrats publics, à temps partiel le plus souvent, étaient d'une durée de 3 ans maximum. Au bout de 6 ans de contrats, le salarié pouvait prétendre à un CDI.

La circulaire du 6 juin 2019 était censée mieux prendre en compte les conditions de travail des AESH en considérant leur travail invisible. Le nombre d'heures annuel est maintenant réparti sur 41 semaines au lieu de 39 précédemment. La notion d'heures connexes est introduite de cette manière. Seulement la circulaire manque de clarté et n'a pas de caractère obligatoire pour les Directions des services départementaux de l'éducation nationale (DSDEN) qui peuvent l'appliquer comme bon leur semble. Si on prend exemple sur l'académie de Dijon, on observe sur les contrats une diminution du nombre d'heures en présence de l'élève mais réparties sur 36 semaines au lieu de 39, ce qui implique une augmentation du nombre d'heures de travail hebdomadaires. Les heures connexes sont, elles, comptées dans

les 5 semaines restantes (41-36) où les élèves ne sont pas présents à l'école. L'excuse de la DSDEN de répartir le travail en présence de l'élève sur 36 semaines car c'est la durée du temps d'école dans l'année sort de nulle part alors que les textes sur lesquels se basent nos contrats sont les mêmes que l'an dernier. Le temps de travail annuel n'était pas scindé en deux et était réparti sur 39 semaines.

De plus, les disparités entre académies et entre établissements sont nombreuses entre autres en Côte d'Or, notamment en ce qui concerne le nombre d'heures connexes allouées aux personnels, ce qui influe également sur leur temps de travail hebdomadaire. Notre DSDEN ayant un nombre d'heures connexes faible (36 heures) par rapport au Lycée Brochon (111 heures). Pour information, ce lycée emploie également des AESH en Côte d'Or, on peut se demander pourquoi cet établissement est employeur en plus de la DSDEN.

Cette circulaire est donc utilisée par les DSDEN pour augmenter le nombre d'heures en présence des élèves pour pallier à une augmentation constante du nombre d'élèves en situation de handicap en classe normale sans pour autant recruter le personnel nécessaire ni même payer les heures de présence supplémentaires sur le lieu de travail.

En conclusion, ces avancées mises en avant par le gouvernement dans la circulaire du 6 juin 2019 ne semblent être qu'un écran de fumée pour précariser d'avantage un métier et des salariés qui n'en avaient pas besoin. Le gouvernement et beaucoup de DSDEN cherchant surtout, sous couvert de reconnaissance, à palier à l'augmentation des élèves en situation de handicap en classe normale.

Cependant la lutte est en train de s'organiser avec les premières réunions syndicales spécifiques à la situation des AESH, notamment en Bourgogne. Des rassemblements et audiences ont également déjà eu lieu depuis le début d'année. D'autres modes d'actions décidés par l'intersyndicale vont être mis en œuvre par la suite, comme l'interpellation des députés de la région pour qu'ils posent une question au gouvernement sur ce sujet à l'assemblée nationale.

LE BONJOUR...



Inter (pas) net

De plus en plus de Français et de Françaises considèrent que le numérique est un danger pour l'environnement. C'est le baromètre du numérique, justement, qui révèle que 44% des sondés partagent cette opinion contre 33% pour lesquels le numérique est une chance.

Les 44% qui s'inquiètent ne sont pas des paranoïaques. Regardons de plus près les écrans : sur notre petite planète **les internautes passent, en moyenne, 6h42 sur internet**, dont 2h16 sur les réseaux sociaux utilisés par 3,48 milliards d'accros. Tous les jours, 500 millions de messages sont publiés sur Twitter, soit environ 5 000 par seconde !

Un email sans pièce jointe consomme 5 Wh d'électricité. Écolo internet ? 10 milliards de messages s'échangent chaque heure dans le monde. Ça économise du papier ? C'est pourtant **l'équivalent de la consommation de 4 000 allers-retours Paris-New-York !**

Dois-je vous avouer que je suis parmi les 44% d'inquiets même si l'auteur de « La civilisation du poisson rouge, petit traité sur le marché de l'attention » (Grasset) Bruno Patino estime qu'il ne faut pas rejeter les « extraordinaires potentialités de la société numérique ». Il souligne néanmoins la nécessité de se déconnecter pour s'offrir des moments de libération et, même, de résistance.

À ce propos, je vous recommande le livre de Marc Dugain et Christophe Labbé « L'homme nu » sur « la dictature invisible du numérique » (édition Pocket). Des journalistes l'ont qualifié de « percutant », « pétifiant », « virulent ».

J'ajoute « glaçant ».

ALFRED



## La forêt au cœur !

### Une forestière membre du syndicat Solidaires de l'ONF

**J'ai commencé en 1998...** Une autre époque. Un triage de 800 hectares, deux communes. Le temps de faire les choses bien, propres, dans le détail. Le temps de discuter avec le papy qui sort son bois de la tourbière avec sa brouette, d'échanger avec les bûcherons, les ouvriers, pour qu'ils me racontent aussi, qu'ils m'apprennent. Les plus beaux hêtres se tranchaient à 3 500 francs du mètre cube, et les feuillus précieux flambaient, vendus à la pièce sur les parcs à grumes, jusqu'à 90 000 francs du mètre cube ! Du jamais vu... En ce temps-là, les marteaux étaient toujours au coffre, à la division, gardés comme un trésor. On ne coupait les feuillus qu'en hiver, hors sève, et on attendait le gel pour débarder. Le bûcheronnage était saisonnier... comme les dégagements sylvicoles.

**Et puis, le 26 décembre 1999, j'ai compris.** J'ai compris qu'on ne maîtrise rien, tout forestier qu'on soit. Qu'on ne sait rien de l'avenir, du possible ou de l'impossible. Que la nature, quoi qu'il arrive, a le dernier mot. J'ai vu mes collègues perdre toute leur vie de travail en deux heures. Perdre tous leurs repères... Le monde entier est venu acheter du bois : on a rempli des wagons, des containers, qui partaient jusqu'au bout du monde. On a cubé pendant des mois, tous les jours, des milliers de mètres cubes, des kilomètres de grumes le long des routes. On était les forestiers de l'an 2000, et on avait l'impression de vivre l'apocalypse forestière... Les scieries locales ont fermées, une par une.

**Mais la forêt a repoussé,** riche de cette glandée qu'on attendait depuis quinze ans, de toute cette fructification miraculeuse, juste avant Lothar. Elle savait, la forêt. Nous, forestiers de l'an 2000, allions passer notre vie à mener ces peuplements issus de cette terrible tempête. Mon premier triage ravagé, j'ai découvert la sylviculture extensive, le passage, le traitement irrégulier. J'ai parié tout sur les bois façonnés pour maîtriser les exploitations, valoriser les bois. Tout ce qui prend du temps, mais qui préserve les sols, les semis. Parié sur l'irrégularisation (1), la diversité des essences qui donnent un max de chance aux peuplements de se

remettre des aléas climatiques, de survivre aux attaques parasitaires. Dans des trouées de 200 hectares, les ouvriers ont repris le croissant. Et ils étaient contents. Et c'était beau toute cette « régé » mélangée, riche, vive... C'était beau, même s'il fallait lutter encore, pour que les crocodiles qui voulaient profiter de la tempête ne mettent pas la main sur ces forêts, ne massacrent pas les sols pour en faire des lotissements, des routes, des carrières, à coup de milliers d'euros. Des millions même parfois, promis en masse aux communes sinistrées, et même aux directions qui voyaient d'un bon œil arriver les 12% de ces jolis bénéfices promis... Il a fallu convaincre, défendre, tenir bon malgré les menaces, montrer aux élus toute la richesse de ces milieux meurtris mais si importants...

**Et puis il y a eu la réforme aussi.** On a lutté, oui, de toutes nos forces je crois. C'était beau. Nous étions ensemble, solidaires. Je pense vraiment qu'on a réussi à éviter le pire, malgré tout. Mon deuxième triage (2), sur 7 forêts, a pris d'abord une, puis trois, puis cinq forêts supplémentaires au fil des années. On m'a changé d'équipe, on m'a retiré les forêts debout pour des forêts rasées. On a eu la canicule aussi, en 2003, son lot de chenilles, de scolytes (3)... On s'est mis à marteler à la peinture, toute la journée, toute l'année. A couper les bois en toute saison, à débarder par tous les temps, pour les ventes. Tout s'est mis dans le même rythme. Mais toujours, toujours la forêt repoussait.

On nous disait tout ce qu'on ne ferait plus, que tout irait bien, parce que les communes s'en débrouilleraient plutôt que de payer. Mais elles payaient, les communes, cash, pour que surtout rien ne change. **À la seizième forêt qu'ils m'ont rajouté, j'ai dit non.** Stop. J'ai laissé mes 500 cessionnaires, mes papys, mes conseils municipaux, mes petites et grosses mairies, mes bûcherons caractériels. J'ai choisi la montagne, plus loin, plus dure, plus rude, mais si belle aussi... La forêt des pentes et des roches, mélangée, jardinée. La francomtoise. J'y ai retrouvé le marteau et les saisons...

**Et moi qui m'étais juré de ne jamais porter d'étiquette, j'ai sauté le pas : j'ai pris des**

**engagements, vraiment, au Snu.** J'ai porté ses valeurs, son cri, car c'était aussi les miens : quelles forêts pour nos enfants ? On a lutté oui, de toutes nos forces, défendu ces forêts et leurs forestiers. Mais s'engager, c'est s'exposer aussi. **J'ai découvert le mépris de ceux qui font semblant de nous écouter mais qui n'entendent rien, parce qu'ils savent mieux.** Le mépris aussi de ceux qui se demandent toujours : « Mais que font les syndicats ??? » J'ai pris la morsure des sous-entendus... Ben oui parce que quand tu sièges, tu n'es pas sur ton triage, donc tu ne fais rien. Et quand tu n'obtiens pas ce que veulent ceux que tu représentes, c'est que tu ne sers à rien, que tu es vraiment nul, que tu vas juste glandouiller avec tes potes pendant que les autres bossent ! Et si tu ne sièges plus parce que cette mauvaise foi en face est juste insupportable, ce gouffre entretenu entre la direction et notre réalité quotidienne, la malhonnêteté des promesses jamais tenues, quand en face de toi les dirigeants eux-mêmes s'assoient sur la loi pour faire la leur, quand tu renonces parce que même si tu dis non ça ne change rien... les autres, ceux qui restent en forêt sans sortir du bois, tu les entends encore : mais que font les syndicats ?

### Et toi, tu fais quoi ?

J'ai vu les dépressions des collègues autour de moi, les burn-out. Les départs en retraite non remplacés. Les collègues déçus, aigris, plein d'amertume, partir soulagés en nous souhaitant bonne chance et bon courage. Les contractuels non renouvelés. **Mais il y a eu de belles choses aussi.** J'ai vu les jeunes arriver, motivés, heureux. On s'est mis à garder des bois bio, à tenir compte ça et là des sols, des oiseaux, de toutes ces espèces en train de disparaître. Les réseaux naturalistes se sont développés. Je me suis enrichie de toujours plus d'expériences, d'échecs et de réussites, de petites victoires et de grandes déceptions. Et puis, toujours, nourrissants, ces petits moments de grâce dans le quotidien du forestier : la lumière dans les houppiers dans les fins de journée d'automne, le givre qui fige la moindre brindille au petit matin, le faon niché et tremblant sous la ronce, la mer de nuage sous la crête... Le chant d'une .../...



.../...

Tengmalm (4) au détour du chemin, le Grand Tétrás levé au bout d'une virée ... Tout ces petits riens qui font que ton métier est l'un des plus beaux, que tu ne changerais pour rien au monde.

**On s'est adapté** aux nouveaux services, aux nouveaux départs, aux expérimentations, au TDS, aux nouvelles directives, aux contre-ordres, aux notes de service, à Teck, à ProdBois, aux services qui se vident, aux postes jamais pourvus, aux intérimis interminables. J'ai appris à dire non, encore. C'est très mal vu, mais salubre. On a aussi martelé des peuplements entiers de chênes de 45 au-dessus de rien, parce qu'il y avait du retard dans les aménagements, parce que la surface d'équilibre, parce que ceci, parce que cela. J'ai vu les prix des bois chuter toujours plus bas, remonter parfois avant de redescendre, la direction demander de prélever plus pour compenser. **J'ai vu des bûcherons payer toujours plus de charges sans pour autant gagner un euro de plus.** 100 francs du mètre cube en 1999, 15 € en 2019 : étrange, mais ça n'a pas bougé. J'ai vu des gros bois partir en tritu : des siècles de croissance pour finir en

payés au lance-pierre et gentiment remerciés. Pour boucler le budget on a fermé le campus, vendu les Arcs, vendu le siège pour mieux le louer ensuite. **J'ai vu le bon sens se perdre, comme fondu, au nom du chiffre, des objectifs, et du budget ...**

**Et puis il y a eu 2019.**

Ce printemps-là, j'ai compris plus encore. En 2019, **les sapins se sont mis à sécher même en hiver...** Même les plus beaux, surtout les plus beaux, les plus vieux, les plus grands, les uns après les autres. Ils se sont éteints, comme ça, soudain. Il s'est mis à pleuvoir des feuilles et des aiguilles, en plein été, même dans les jeunes peuplements, même dans les peuplements les plus mélangés, les plus sains, même en RBI. **En plus des frênes qui mourraient déjà, se sont mis à sécher les hêtres, les sapins, les épicéas. Le paysage a changé, très vite, en quelques mois...** J'ai marqué des bois secs ou en train de mourir tous les jours. Tous les jours. **Et j'ai compris que moi, forestier de l'an 2000, je ne laisserai peut-être rien derrière moi... Rien du travail de toutes ces générations de forestiers, rien de ces vingt ans à**

aux crues... **Pardon, pardon pour les hommes... pardon pour tout ce carbone rejeté sans conscience,** pardon pour cette insouciance surconsommation perpétuelle, pardon pour cette chaleur implacable qui vous tue... On savait, depuis longtemps, mais on a continué, comme si de rien n'était... Pardon, pardon... On a tous, chacun, notre responsabilité. Parce qu'on n'a pas entendu, pas cru, parce qu'on a pensé que c'était pour demain, et que demain ce ne serait pas pour nous, pas pour eux... Parce qu'on s'est laissé convaincre, qu'on a laissé gouverner les crocodiles, préservé notre petit confort... Parce que la lutte n'a pas suffi... **J'ai compris que mes petits enfants ne connaîtraient pas ces forêts de grands bois, si fiers, si riches... Que le monde qu'on a connu jusqu'ici ne sera plus jamais le même.**

**Il y a, à un moment donné, quelque chose qui s'est brisé en moi...**

**On m'a dit de ne pas m'inquiéter, que ce n'était pas si grave.** Que ça allait s'arranger. S'arranger ? Les étés à venir ? Les canicules, les sécheresses, les parasites, les tempêtes, les crues ? Non, soyons réalistes, honnêtes avec nous-même. Ça ne va pas s'arranger. Nous le savons très bien. Les sapins, les hêtres, ne sont pas faits pour des températures de 40°, des nuits sans rosée. Le chalará (5), les chenilles, les scolytes, non, ça ne va pas s'arranger.

**Au bout de six mois, oui, finalement tout le monde a reconnu qu'il y avait là une crise, grave.** Il y a des embauches de CDD, non affectables aux triages vacants bien sûr, des financements pour les camions qui emmènent les bois au large. Mais les feuillus précieux et les gros bois partent chez Ikea, les scieurs locaux n'ont plus de contrats, il a fallu leur vendre nous-même nos lots sans le service bois. On continue de marcher sur la tête, à l'envers...

(1) Une méthode d'exploitation respectueuse du milieu naturel forestier

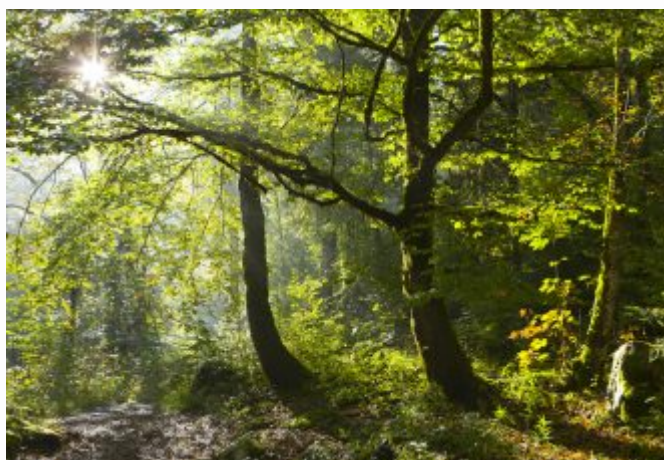
(2) Superficie confiée à un garde forestier

(3) Coléoptère qui fait des ravages

(4) Petite chouette, la chouette de Tengmalm est dite aussi Chouette boréale

(5) Champignon responsable de la maladie du frêne

.../...



lamellé collé dans un meuble en kit qui finira à la déchetterie dans dix ans... Pour 38 €, 250 balles... Je ne m'y fais pas, ça me fait toujours mal, à chaque fois. Je préfère les savoir mourir en forêt de leur belle mort, servir d'abri aux insectes, aux oiseaux, aux champignons... J'ai vu des machines de plus en plus grosses, de plus en plus lourdes, sortir tout de la forêt, parfois jusqu'aux feuilles et aux aiguilles. J'ai vu des forestiers retourner marteler parce que l'objectif n'était pas atteint. J'ai senti l'amertume de ceux qui n'avaient pas eu le concours, l'examen, des contractuels

y croire si fort. Le gibier en surpopulation bouffe tout en dessous, tout sèche au-dessus. Le gel de mai a cramé les feuillus, puis ils ont pris la canicule de juin, puis celle de juillet, puis celle d'août. En octobre, les scolytes continuaient encore dans les épicéas. **Et j'ai pleuré, oui, j'ai pleuré. Je n'ai pas honte de le dire.** J'ai pleuré en martelant des sapins centenaires, qui se dressaient si fièrement hier encore. Je leur ai demandé pardon, à eux qui ont traversé les deux guerres, la sécheresse de 76 et celle de 2003, qui ont survécu à Lothar, à la neige, aux vents, aux orages et



## La forêt au cœur ! (suite)

.../... **Mais depuis quelques semaines, je sais, moi, forestier de l'an 2000, quel est mon projet pour les 20 prochaines années.** Parce que, comme il y a vingt ans, les crocodiles vont revenir à l'assaut, auprès des communes démunies. Ils vont essayer de convaincre, promettre les milliers, les millions d'euros. Pour quelques hectares d'abord, de ci de là. Quelques lisières en plus. Si nous n'avons, nous, en face, qu'un argument de dépenses et de plantations aléatoires à leur proposer, qui s'adapteront peut-être malgré les printemps secs, malgré le gibier, à coup de subventions, ou pas, si c'est ça notre réponse, on va droit dans le mur. **Mais la forêt, résiliente, toujours, s'adaptera. Il faut juste lui laisser le temps et l'espace nécessaire. Préserver à tout prix cet espace, et ses sols. Ce ne seront plus les mêmes forêts, les mêmes arbres. Le climat nouveau est arrivé, et ce sont d'autres essences, d'autres équilibres qui vont se mettre en place. La forêt nouvelle s'adaptera. Laissons-lui juste le temps, les décennies nécessaires.** Mais en attendant, nos arbres ne tiendront plus les sols de montagne, les roches, ne retiendront plus les crues, ne réguleront plus l'eau, là-haut. Alors partout, jusqu'au plus bas de la plaine, tous en subiront les conséquences. **Nous n'en avons pas fini avec les inondations, ni avec les sécheresses.** Malheureusement si nous, forestiers, sommes aux premiers fronts, je crains que tant qu'il y a de l'eau au robinet, peu de gens prennent vraiment conscience de l'urgence, de la gravité de la situation. Mais il va venir très vite le

moment où l'eau ne coulera plus au robinet. Bien plus vite qu'on ne le pense, car nous sous-estimons largement la part de la biosphère dans les équilibres climatiques. La disparition de la forêt, même juste pour un temps, même juste pour une ou deux générations humaines, c'est la disparition de la régulation de l'eau. Et ce n'est pas en jouant aux apprentis sorciers, en espérant accompagner les migrations des espèces végétales sans que l'on sache du tout quelle sera l'évolution du climat dans les 10, 20, 60 ans à venir, en plantant tout et n'importe quoi n'importe où, qu'on va éviter ça. **Non, le boulot du forestier d'aujourd'hui et de demain ne sera plus de produire ou de récolter du bois, ouvrons les yeux, mais bel et bien de protéger.** Et il faudra, pour s'en sortir, que cela soit la priorité absolue.

**Protéger les forêts pour protéger l'eau, donc la vie.** Pas seulement celle de la faune et de la flore, mais toute la vie, de toutes les espèces, nous, humains, compris. Et si cette protection des sols et de la résilience forestière naturelle, qui a juste besoin du temps et de l'espace nécessaire, ne devient pas une priorité absolue, si l'on ne prend pas **conscience qu'il faut dès à présent s'adapter au temps dont elle a besoin, et non plus essayer de l'adapter au temps de nos courtes générations, alors nous allons, très vite, le payer. Très cher.**

**J'ai reconnu cette brisure en moi,** je l'ai reconnue car je l'ai vue dans les yeux de mes collègues en 2000. Je l'ai vue aussi au fur et à mesure des réformes, des mouvements

d'équipe, des suppressions de poste. Ajoutée aux divorces, dents qui poussent, crises d'ado, maladies, crise de la trentaine, de la quarantaine, ajouté au quotidien de tout un chacun, je n'oublie pas ceux qui ne s'en sont jamais remis... **Mais cette brisure j'en ai fait une force aujourd'hui :** mes yeux sont ouverts, je sais où est ma place, quel est mon rôle. Si le quotidien reste difficile, je sais, moi, mes priorités absolues. Et je sais combien chacun a besoin du forestier pour être là, pour protéger ce qui survit des feux à venir, de la destruction des sols forestiers, de la pollution et des crocodiles. Gageons qu'il faudra beaucoup, **beaucoup de temps avant que cette prise de conscience monte jusqu'aux cerveaux encombrés de nos dirigeants.** Espérons que lorsque l'eau ne coulera plus au robinet, que lorsque la Seine aura envahi Paris, ils feront le lien, et réfléchiront non plus en euros, mais avec du bon sens, non plus à échéance électorale, mais à l'échelle de la vie. **Parce que c'est de la vie qu'il s'agit, aujourd'hui.**

Je suis forestier de l'an 2000, et la première chose que j'ai apprise, lorsque j'avais vingt ans, c'est que le forestier doit avant tout préserver sa surface forestière, l'état forestier. C'est ce qu'il y a de plus difficile, mais c'est notre métier, avant tout. Il est plus que jamais fondamental aujourd'hui. **Tout ce que nous pourrions préserver donnera une chance supplémentaire à nos enfants, à nos petits-enfants, de connaître les arbres, les forêts, l'eau. De survivre... Ne l'oublions jamais.**

## Mascarade électorale en Algérie

Jacques Fontaine, 15-12-2019

L'Algérie connaît depuis février dernier une **mobilisation sans précédents de sa population pour refuser le « système »** (cf l'AReV n° 76, 77 et 78), **c'est-à-dire le pouvoir militaire** (à peine masqué par le FLN (1)) qu'elle connaît depuis son indépendance (sinon avant...). Cette mobilisation massive tous les vendredis (le « Hirak ») qui a plusieurs fois dépassé le million de participants à Alger et les 10 millions dans l'ensemble du pays (notamment en mars et le 1er novembre) a obtenu des succès incontestables, notamment la **démission de Bouteflika** (2 avril)

et le report de deux élections présidentielles (18 avril et 4 juillet), mais elle n'a pas réussi à obtenir la remise en cause du « système ». Dirigé de fait par le vieux général **Gaïd Salah** (79 ans) qui est chef d'État-Major de l'armée depuis 2004, le « système », après avoir emprisonné quelques corrompus notables généralement liés au clan Bouteflika, mais quelques autres opposants aussi, impose, contre l'avis ultra-majoritaire de la population, l'élection présidentielle du 12 décembre : 5 candidats, tous issus du sérail (deux anciens premiers ministres de Bouteflika, deux anciens ministres et un ancien député du

FLN) font des meetings dans des salles vides et pérorant sur « l'Unique » (la chaîne télévisée du pouvoir) ; ils sont l'objet de quolibets et de lazzis de la population (À Alger, un groupe de « hirakistes » va jusqu'à nettoyer une place publique à l'eau de Javel après un rassemblement de soutien à l'un des candidats !).

Dans ces conditions, **l'élection présidentielle (ou plus exactement le scrutin, car pour qu'il y ait «élection», il faut une pluralité des options politiques,** ce qui n'était pas le cas) pouvait-elle bien se passer ? La « fête démocratique » que souhaitait le pouvoir.../...





.../...

n'a pas eu lieu ; le scrutin s'est déroulé sur un fonds de tension extrême. Des manifestations ont eu lieu dans de très nombreuses villes, y compris parfois dans des petites villes. Alger « **est littéralement assiégée**, avec un déploiement tous azimuts des forces de police » (M. Belfodil, *El Watan* (2), 14-12-2019). Dès 10h du matin, « les premiers groupes de manifestants antivote sont molestés. Brutalisés. » (id.). Les slogans fusent : « **Pas d'élections avec les gangs** », « Quoi que vous fassiez, il n'y aura pas de vote », « **Le vote c'est là, dans la rue** », « Tebboune la cocaïne (3), nous n'arrêterons pas »... **Les arrestations se multiplient**. Dans l'Ouest, la répression est beaucoup plus violente : des dizaines de personnes sont arrêtées par la police en uniforme, mais aussi par des agents en civil, à Aïn-Témouchent et à Tlemcen et seront jugées en comparution immédiate début janvier. À Oran, environ 400 personnes sont arrêtées dans la journée, mais libérées dans la nuit. Des arrestations ont également eu lieu dans l'Est, à Annaba et Sétif notamment, mais en moins grand nombre (I. Nadir, *El Watan*, 15-12-2019). De violents affrontements ont eu lieu à Bouira (Kabylie) et dans une commune voisine, Haïzer, où il y a eu des blessés graves (A. Fedjkhi, *El Watan*, 14-12-2019). A Haïzer, la police aurait fait usage d'arme à feu et un manifestant aurait été éborgné. Il y a également eu des affrontements à Tizi Ouzou.

**La participation a été faible**, et discutée. Officiellement, pour l'ensemble du corps électoral (territoire national et émigration), elle a été de presque 40 % (9 747 804 votants sur 24 474 161 inscrits (39,83%), mais il faut noter l'importance des votes nuls et blancs (près de 13 % des inscrits), ce qui fait que moins de 35 % des électeurs algériens ont émis un vote valide. **Jamais la participation à une élection présidentielle en Algérie n'avait été aussi faible**. Mais ce taux de participation est-il vraisemblable ? Au vu de quelques éléments, c'est hautement improbable. Il y a d'abord un différentiel très important entre le vote dans l'immigration et le vote en Algérie : moins de 8 % dans l'émigration (où la fraude était, sinon impossible, du moins très difficile) et plus de 40 % en Algérie. Un tel différentiel ne s'était jamais vu et, comme le dit le sociologue Laouhari Addi, il n'y a pas d'explication à un tel différentiel... sinon une fraude importante en Algérie. La participation est souvent très variable d'une région à l'autre ; la Kabylie vote peu et il semble bien qu'à cette dernière présidentielle la wilaya de Béjaïa (plus

d'un million d'habitants) ait battu des records : il y aurait eu 1 181 votants, soit un taux de participation de... 0,21 % ! Il faut dire que dans de nombreuses communes de la wilaya, les manifestants avaient empêché l'ouverture des bureaux de vote et avaient jeté urnes et bulletins dans la rue (K. Medjdoub, *El Watan*, 14-12-2019). A Bouira également, les bureaux de vote n'auraient pas pu ouvrir (A. Fedjkhi, *El Watan*, 14-12-2019). Il est également probable que le taux de participation ait été très faible dans la wilaya de Tizi-Ouzou. Pour ce qui est des grandes villes, et en particulier Alger, où les taux de votes sont généralement relativement faibles, les données précises manquent, comment elles manquent aussi pour les autres régions du pays. Il est donc difficile de tirer des conclusions précises sur la participation. Notons cependant que plusieurs partis algériens d'opposition évoquent des fraudes (« Les 9 millions d'électeurs et d'électrices qui auraient participé au vote [...] sont une pure invention » [PST4, 14-12-2019], « Le taux de participation [...] ne saurait dépasser les 8 % » [RCD5, cité par N. Amir, *El Watan*, 15-12-2019]...). Alors qu'en est-il réellement ? **Le taux de participation réel est compris entre 8 % et 39 %, c'est une certitude, et sans doute beaucoup plus près de 8 % que de 39 %.**

Ce scrutin a eu le résultat attendu : des 5 représentants du « système » qualifiés, c'est le plus proche du vieux général Gaïd Salah (et à peine plus jeune, 74 ans au lieu de 79), **Abdelmadjid Tebboune**, qui a été élu. Comme c'est surprenant ! Quel président sera-t-il ? Quelle marge de manœuvre lui laisseront les véritables chefs du « système » ? Il est bien sûr trop tôt pour le dire, mais l'on peut se permettre quelques réflexions. Tout d'abord, **c'est le président le plus mal élu depuis l'indépendance de l'Algérie**. Certes, il bénéficie de la légalité officielle, celle que lui donne le vote du 12 décembre. Mais quelle est sa légitimité ? Vu les conditions du scrutin, elle est particulièrement faible, c'est une évidence ! Et pourtant, l'Algérie est dans une situation d'urgence absolue : **le pays est en panne, en panne de projet, en panne économique** (au lendemain de l'élection présidentielle, Volkswagen suspend son activité en Algérie, *El Watan*, 15-12-2019), **en panne politique**... Par ailleurs, ce qui est certain, c'est que **le « système » ne pourra plus gouverner de la même manière** que pendant les quatre mandats de Boutefflika : **le peuple a repris la rue, il réoccupe l'espace public, il est redevenu un acteur**

**politique. Le « système » ne peut pas l'ignorer et il devra en tenir compte**. Tebboune ne s'est pas trompé en lançant un appel au dialogue : « Je m'adresse directement au hirak (...) pour lui tendre la main afin d'amorcer un dialogue sérieux au service de l'Algérie » (M. Makedhi, *El Watan*, 15-12-2019). Sincérité ou démagogie ? Quel méthode va-t-il suivre ? Est-il prêt à donner des gages au hirak, par exemple en amnistiant les prisonniers politiques ? Est-il prêt à mettre en place une transition



constitutionnelle qui verrait, entre autres, une révision de la Constitution et une réforme de la justice avec une séparation des pouvoirs ? Rien ne permet aujourd'hui de l'affirmer et l'on peut se poser la question, en raison de la tradition de duplicité et de manipulation des tenants du « système », de la sincérité de Tebboune : son appel au dialogue ne serait-il pas une ruse pour diviser le hirak. **L'ampleur des manifestations du vendredi 13 décembre est la réponse que le hirak devait donner à ce qui n'est, en fait, qu'une mascarade électorale.**

Notes :

1. FLN : Front de libération nationale. Créé en octobre 1954, il a porté la guerre de libération algérienne contre le colonialisme français qui a abouti à l'indépendance de l'Algérie le 5 juillet 1962. Parti unique jusqu'en 1988, il a dû accepter l'instauration du multipartisme. Il est aujourd'hui totalement discrédité.
2. *El Watan* est le principal quotidien algérien de langue française.
3. Tebboune la cocaïne : l'expression fait allusion au fils d'A. Tebboune, arrêté en 2018 suite à la saisie dans le port d'Oran de 701 kg de cocaïne.
4. PST : Parti socialiste de travailleurs, qui peut être classé dans la gauche radicale
5. RCD : Rassemblement pour la culture et la démocratie, centriste et laïc.



## Réflexions autour de la sexualité

*Deux initiatives dijonnaises ayant eu lieu en novembre ont abordé les sujets de la sexualité des jeunes et de la prostitution avec des approches différentes qu'il est intéressant de confronter.*

**Cécile Ropiteaux**

### **Vous avez dit abolition ?!**

Dans le cadre de la préparation de la manifestation dijonnaise contre les violences sexistes et sexuelles du 23 novembre, j'ai assisté à une réunion initiée par un nouveau collectif issu du mouvement « Nous toutes ». Il est enthousiasmant de voir qu'un collectif jeune et dynamique s'empare de ces questions dans notre ville et porte des valeurs féministes et inclusives (1). J'ai toutefois déchanté en fin de réunion quand a été abordée la question de la prostitution. Je me suis trouvée face à des jeunes femmes qui affirment que la prostitution serait un travail, le « travail du sexe », pas plus aliénant qu'un autre métier et que ce choix relève de la liberté individuelle. Je peux débattre de ces questions, je peux également manifester aux côtés de prostituées pour dénoncer les violences faites aux femmes... mais pas quand ce sont les abolitionnistes, dont je suis, qui sont tenues pour responsables des violences subies ! Je me suis trouvée confrontée à un discours caricatural et mensonger, discours que je pensais surtout colporté par le Strass (2), et je m'inquiète de le voir progresser dans l'opinion. Mensonger, parce que l'abolitionnisme « est un courant de pensée visant à l'abolition de toutes formes de réglementation concernant la prostitution. L'abolitionnisme, considérant les personnes prostituées comme victimes d'un système qui les exploite, refuse toute forme de pénalisation de celles-ci. En cela il s'oppose au prohibitionnisme. » (3)

Il est totalement faux de dire que les abolitionnistes méprisent les prostituées (4), les mettent en danger, ou bien seraient du côté de l'ordre moral !! On m'a même fait comprendre que je n'étais pas légitime à m'exprimer sur la prostitution et qu'une pancarte abolitionniste ne serait pas la bienvenue dans la manifestation ! J'ai donc constaté amèrement que la conception de l'inclusion mise en avant par ces jeunes femmes était à géométrie variable...

### **« Du mythe à la réalité... »**

Quelques jours plus tard, j'ai participé à la journée de conférences et d'ateliers organisée depuis neuf ans à Dijon autour du 25 novembre par le collectif « Violence et genre » (5). L'atelier animé par Le Pas, structure qui accueille des prostituées, a bien mis en lumière les réalités de la prostitution et alerté sur son développement exponentiel. Rappelons déjà que la traite sexuelle des êtres hu-

ains est la 2e forme la plus lucrative de criminalité, derrière le trafic de drogue, mais bien moins dangereuse pour ceux qui en tirent des profits ! Que la prostitution est une violence, qui engendre des traumatismes graves, de nombreux rapports internationaux montrent des chiffres significatifs sur ses conséquences physiques et psycho-affectives. D'ailleurs les anciennes prostituées, qui sont sorties du système, se nomment elles-mêmes « les survivantes »... Et ce ne sont pas les abolitionnistes qui sont responsables de ces violences, ce sont bien les proxénètes et les clients qui frappent, qui violent et qui tuent !

### **De nouvelles formes de prostitution**

Le développement des nouvelles technologies a un impact important sur l'évolution de la prostitution, en termes de moyens de communication mais aussi de public concerné : il y a de plus en plus de jeunes femmes, y compris mineures, qui se prostituent... Les contacts se font surtout sur internet (à Dijon la prostitution de rue a quasiment disparu), certaines jeunes sont exploitées par des réseaux, d'autres non. Certaines y voient un moyen de financer leurs études grâce à un « sugar daddy », homme d'âge mûr à revenus confortables...

### **Vers une évolution de la sexualité ?**

Karine Bertrand, sexologue à Besançon, a bien expliqué comment internet permet l'accès à de nombreuses images, y compris « trash », et favorise une dématérialisation de la relation : on se rencontre à distance, on se met en scène, souvent en obéissant à des stéréotypes sexistes très prégnants, et finalement la relation est intellectualisée, au détriment du ressenti, du vécu. On passe alors sur le terrain de la performance et non plus de la sensation, on n'écoute plus son corps et ses propres désirs. De plus, l'immédiateté des sites de rencontres renforce la pulsion et ignore les désirs de l'autre. On aboutit au consumérisme : je te consomme ou je me laisse consommer par toi, avec pour les jeunes femmes l'injonction à accepter toutes les pratiques sexuelles et à « aimer ça », sans progressivité ni cheminement personnel. Dans ce contexte, le passage à la prostitution est parfois facile, surtout qu'il peut apporter autonomie financière, voire un sentiment de pouvoir (pour les « escorts » notamment).

### **Quelle boussole pour l'éducation à la sexualité ?**

Il ne s'agit pas d'interdire ou d'imposer des pratiques, surtout pas ! Mais de permettre à chaque individu-e d'accéder à une sexualité épanouissante et émancipatrice. Pour cela, chacun-e a besoin de repères, d'un cadre auquel se confronter. Pour jouer avec une limite et pour jouir de ce jeu, encore faut-il en avoir ! A chacun-e de se demander ce qui le/la touche, ce qui lui donne des frissons, ce qui donne « du goût » à la sexualité. Revenir à l'essentiel, se réapproprier son territoire corporel : « Qu'est-ce qui te touche, t'émeut, te donne du plaisir, te titille le ventre... ? »

Se recentrer sur soi n'est pas égoïste, on apprend, on affine ce qu'on aime pour le partager avec l'autre, pour être en relation. Se sentir sujet, et ressentir l'autre, pouvoir exprimer un non structurel rend possible un oui jouissif. Pour accéder à la jouissance et non se contenter d'orgasmes, il faut un transport émotionnel, qu'on éprouve dans une vraie rencontre, avec tout ce qui se joue entre les partenaires. Une relation tarifée, contractuelle, ne peut pas permettre cette rencontre et ces échanges. Acheter un corps, ce n'est pas de la sexualité, c'est de la domination.

Les réalités actuelles font que l'abolition de la prostitution n'est sans doute pas envisageable dans un avenir proche... Toutefois, c'est bien elle qui doit rester notre phare. Il y a débat parmi les abolitionnistes sur les moyens d'y parvenir : éduquer et/ou sanctionner les clients ? Je n'ai pas la réponse... Mais ce dont je suis sûre, c'est que dans le projet de société que je porte, il y a l'ambition d'une sexualité égalitaire, basée sur le désir et le plaisir partagés entre les partenaires, sans aucune contrainte. Bien loin de l'ordre moral, pour l'amour et le sexe libres et gratuits !

(1) Sans toutefois avoir su pour le moment entrer en relation avec les structures existantes...

(2) « Syndicat du Travail Sexuel ».

Voir par exemple :

<https://www.unioncommunisteliber-taire.org/?Prostitution-Le-Strass-syndicat-ou>

(3) [https://fr.wikipedia.org/wiki/Abolitionnisme\\_\(prostitution\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Abolitionnisme_(prostitution))

(4) Féminin de majorité.

(5) Ce collectif regroupe six associations de Côte-d'Or : ALTHEA, REAHVI, CIDFF 21, FETE, Le Pas-ADEFO et Solidarité Femmes 21.



## J'ai défilé à Paris le 3 novembre contre l'islamophobie Réflexions

Pierre Abécassis

Après l'agression humiliante subie par une maman portant le foulard islamique, accompagnatrice de la classe de son enfant au Conseil régional de Bourgogne Franche-Comté, il fallait réagir : le Rassemblement National comme « défenseur » de la laïcité, ce n'est plus acceptable !

Il se trouve que le 3 novembre, date choisie pour manifester contre l'islamophobie, j'étais déjà à Paris pour l'assemblée générale annuelle de l'UJFP (Union juive française pour la paix) dont la lutte contre TOUS les racismes est, avec le soutien aux droits du peuple palestinien, une des deux raisons d'exister.

L'UJFP n'est pas une organisation "de masse" et ses cortèges sont souvent peu visibles. Pas cette fois ! Dans la suite de notre AG nationale, une bonne cinquantaine de militant-e-s d'une organisation juive laïque bien en vue, avec leur grande banderole, juste derrière la pancarte de « notre » rabbin, au milieu d'une foule majoritairement arabo-musulmane, constituait un événement à la fois inhabituel et salubre, remarqué par beaucoup. La « bonne » presse n'a pas voulu le voir, qui s'est précipitée, tous micros et caméras tendus, sur l'étoile jaune frappée du mot « muslim » et sur les « Allahu akbar » plus ou moins provocateurs, pour démontrer ce que les islamophobes voulaient démontrer : communautarisme, anti républicanisme de l'islam et autres fantasmes identitaires.

Cette manif était indispensable pour affirmer enfin l'évidence, haut et fort : l'islamophobie est un racisme. A part François Ruffin qui avait piscine (pardon..., foot !), toute la gauche de gauche était là ; de Clémentine Autain à Esther Benbassa, de Lutte Ouvrière à EELV en passant par la France Insoumise, elles et ils étaient présents ou soutenaient l'initiative. À l'occasion de la saillie de l'élus régional RN, beaucoup ont enfin compris que ce qui se joue dans cette affaire, ce n'est ni la laïcité, ni le féminisme, ni le "sens" qu'il conviendrait de donner au port du foulard. Non ! Ce qui leur pose problème, à tous ces Tartuffes de la politique, c'est ce qu'il faudrait cacher qu'ils ne sauraient voir : l'islam dans l'espace public. Pour eux, l'islam n'a

pas vraiment sa place en France - fille aînée de l'Église - et les musulmans constituent un corps étranger à la société. Pas « seulement » sur le plan religieux, mais aussi culturel, social et politique. Or, altérer ainsi une population, construire un « eux » qui serait différent du « nous », ce n'est rien d'autre que du racisme. Et quand le ministre de l'Éducation considère que porter le foulard n'est « pas souhaitable », on n'est pas loin du racisme d'État.

Alors oui, le port du foulard a été (et est encore, en France comme ailleurs) symbole de soumission des femmes. Mais pas que.... ! Car il y a presque autant de raisons de porter le foulard que de femmes qui le portent. En France, pour beaucoup aujourd'hui, il s'agit d'un choix personnel que nul ne peut s'arroger le droit d'interpréter. Souvenons nous qu'il est tout aussi violent de voiler les femmes que de les dévoiler de force, « pour leur bien », comme le faisaient les paras de Massu dans l'Algérie coloniale.

Oui, le port du foulard peut parfois être signe de prosélytisme et de radicalité d'un certain islam. Et alors ? Ne serions-nous pas assez fortes et forts pour combattre cette doctrine obscurantiste et convaincre de son inanité ? De quoi et de qui aurions-nous peur ? Bien sûr que des salafistes travaillent les communautés musulmanes et y progressent : toutes les religions sont, de nos jours, traversées par des courants minoritaires intégristes ou sectaires s'autoproclamant porteurs de la « vraie » parole de leur vrai dieu. Toute l'histoire sociale prouve que les frapper d'interdits est inutile et dangereux, favorisant postures victimaires et communautarismes. Nos armes sont la raison, l'éducation, l'égalité des droits, pas l'humiliation, l'intolérance et les injustices.

La manif du 3 novembre a voulu mettre un premier coup d'arrêt au racisme dirigé contre les musulmanes et les musulmans, racisme dont les origines coloniales et postcoloniales sont évidentes. Les racistes sont d'abord des gens qui ont peur, certes. Mais leur peur est vite théorisée en phobie, attisée, et transformée en colère, jusqu'à la haine. Elle déborde alors et les plus « dérangés » passent à l'acte, comme on l'a vu à Bayonne ou à Christchurch. Nous ne les laisserons plus faire car « Hier les Juifs, aujourd'hui les Musulmans » !



**Pour conserver ce lien avec nos actions et nos combats politiques.**  
**Abonnez-vous pour 2020 !**

**Pour vous abonner et faire vivre ce journal**  
**NOM**

**Prénom**

**Adresse**

**CP  
Ville**

**Courriel**

*Notre journal voudrait évoluer vers une édition électronique, n'oubliez pas d'indiquer votre courriel.*

Merci d'envoyer votre chèque de **12 €** ou plus à :

**Les Alternatifs de Franche-Comté**  
**6 chemin d'Avanne à Velotte**  
**25000 Besançon**

**L'Alternative Rouge et Verte**  
**Journal de Ensemble !**

2 rue du Porteau 25000 Besançon  
Directeur de publication : P. Abécassis

**Imprimerie Offset**  
25 000 Besançon

Tiré à 700 exemplaires  
N° CPPAP : 1022, P 11163



**Merci aux personnes qui ont participé à la rédaction :** Pierre Abécassis, Alfred, Jean-Paul Bruckert, Philippe Choulot, Jacques Fontaine, Une Forestière, Florent Génin, Cécile Ropiteaux, Gilles Séné, Jean-Louis Seurazet

**Les articles n'engagent que leur auteur.**

*Journal réalisé avec Scribus, logiciel libre*



## Ensemble ! Mouvement pour une alternative de gauche, écologiste et solidaire

**Pour recevoir les documents  
d'adhésion à Ensemble !**

**NOM**

**Prénom**

**Adresse**

**CP**

**Ville**

**Courriel**

à envoyer à

Roberte Vermot Desroches

28 Rue Henri Baigue

25000 Besançon

Grille de cotisation indicative  
fourchette selon le revenu mensuel

Tranche de revenu	montant cotisation	cotisation moyenne
0 à 500	2,00 €	2 €
500 à 1000	2 à 4 €	3 €
1000 à 1200	4 à 6 €	5 €
1200 à 1500	6 à 15 €	10,5 €
1500 à 2000	15 à 30 €	22,5 €
2000 à 2500	30 à 50 €	40 €
2500 à 3000	50 à 75 €	62,5 €
3000 à 3500	75 à 100 €	87,5 €
3500 à 4000	100 à 120 €	110 €
4000 et au-delà	3 % mini	3 % mini

Les dons et cotisations ouvrent droit  
à une réduction d'impôt de 66 %

Chèque à l'ordre de Association de  
Financement de Ensemble !

## Au sujet du Projet « Quartier Durable des Vaîtes » à Besançon

Gilles Sené - 30 novembre 2019

**Un Éco-quartier ? Une opération ur-  
banistique et immobilière classique ?  
Ou un projet répondant réellement  
aux urgences écologiques et hu-  
maines ?**

Lors d'un séminaire d'Ensemble ! en  
septembre dernier, j'ai été sollicité sur  
l'Écoquartier des Vaîtes. Ce fut pour  
moi l'occasion de travailler ce sujet.  
D'où cet article.

Voici la démarche suivie : après avoir  
étudié les définitions d'un écoquartier  
puis analysé ce qu'en proposait la Ville  
de Besançon, qui porte ce projet urbain  
de quartier durable des Vaîtes, j'ai pro-  
posé ce que nous pourrions avoir  
comme projet répondant vraiment aux  
urgences actuelles.

**1 - Un label Écoquartier. (Cf. Wikipé-  
dia).**

Promu par le ministère français de  
l'Écologie, du Développement durable  
et de l'Énergie (2013), ce label désigne  
un projet d'aménagement urbain visant  
à intégrer des objectifs dits « de déve-  
loppement durable » et à **réduire  
l'empreinte écologique du projet**.  
Nous ne discuterons pas la notion de  
développement durable que les prises  
de consciences actuelles bousculent  
clairement.

Selon les promoteurs de ce terme, un  
écoquartier concilierait autant que pos-  
sible différents enjeux  
environnementaux avec l'objectif de ré-  
duire l'impact du bâti sur la nature :

- *Réduction des consommations énergé-  
tiques* des bâtiments tant au niveau des  
consommations que des ressources  
énergétiques.
- *Meilleure gestion des déplacements*  
avec limitation de la voiture et incita-  
tion à l'utilisation de transports doux.

- *Réduction des consommations d'eau* :  
les eaux pluviales sont récupérées et  
utilisées dans le domaine public.

- *Limitation de la production de dé-  
chets* : collecte sélective des déchets et  
compostage.

- *Favoriser la biodiversité* : suivant les  
écoquartiers, des mesures peuvent être  
prises ou encouragées pour permettre à  
une flore et une faune locale de s'épa-  
nouir.

- Les matériaux de construction utilisés  
et les chantiers peuvent faire l'objet

d'une réflexion (écomatériaux, recy-  
clage...).

**Mais ces ambitions sont à la fois mo-  
dulables, ce qui en enlève du poids en  
terme d'exigence, et incomplètes** (ré-  
duction des déplacements des personnes  
comme des matières, respects des sols,  
choix des énergies et place du nu-  
cléaire).

**2 - Étude du dossier officiel soumis à  
enquête publique (avril 2013).**

En caractères italiques le texte officiel  
et nos remarques en caractères droits.  
Les numéros des pages sont celles du  
dossier.

« *L'urbanisation du secteur des Vaîtes*  
(une quinzaine d'hectares à construire),  
*site d'une quarantaine d'hectares...* »,  
(p. 109). Tout est dit dans le mot ur-  
banisation, concernant des zones  
naturelles et maraîchères comme sur les  
Vaîtes. Il ne s'agit donc pas d'un projet  
permettant de développer ou entretenir  
la biodiversité présente sur le site, mais  
d'un projet d'urbanisation *de novo* et  
donc d'artificialisation des sols.

**Concernant l'urbanisme, sur des  
aspects sociologiques**, ce projet appor-  
terait, suivant ses promoteurs, des  
points positifs, comme la réponse à une  
demande de logements (*création de  
1 050 logements et à terme 1 800,  
p.17*).), organisés de manière diversifiée  
(*maisons groupées et d'immeubles de  
petite taille, adossés au bâti existant, p.  
26*), ceci afin de limiter l'étalement ur-  
bain (p.17) et d'assurer une mixité  
sociale d'environ 20 % (*vieillessement,  
famille monoparentale, accueil des  
jeunes ménages, p. 106*). Évidemment la  
connexion avec la ligne de tramway est  
réalisée autour d'une *centralité dans le  
quartier des Vaîtes réalisée en dévelop-  
pant des commerces et services de  
proximité autour du futur mail du  
Docteur Schweitzer* (p. 17).

On peut constater les limites de cet éco-  
quartier : en effet, si l'étalement urbain  
est limité sur l'extérieur de l'agglomé-  
ration, il se réalise aux Vaîtes,  
*intra-muros*, et le problème de l'artifi-  
cialisation des sols y est le même. La  
nécessité de création de logements mé-  
rite d'être posée car sur Besançon, **il y  
aurait actuellement une vacance de  
logements de 8 à 10 %**, ce qui cor-  
respond à des loyers en baisse sur  
Besançon-centre, du fait d'une offre  
élevée de logements neufs en périphé-  
rie. Le problème de la mixité sociale  
nous semble un peu rapide-  
ment traité, eu égard aux .../...

### Liste de diffusion d'Ensemble Franche Comté

*Vous souhaitez recevoir des informations régulières d'Ensemble!*

*Envoyer votre adresse électronique à : [ensemble.mage.fc@gmail.fr](mailto:ensemble.mage.fc@gmail.fr), en précisant dans  
l'objet : inscription liste de diffusion Franche-Comté*





.../... types de logements proposés et de leur prix, en plein Besançon. D'ailleurs, plus loin (p. 164), les ambitions ne vont pas au-delà du Programme Local de l'Habitat (PLH). On peut aussi regretter le peu de réflexion sur les activités économiques potentielles sur site ou à proximité qui auraient participé à la réduction des déplacements et non pas seulement à la réduction de l'automobile sur le site même. Enfin, un point démocratique est soulevé par la dénomination Zone d'Aménagement Concerté : alors que le projet est discuté actuellement jusque devant le tribunal administratif...

**Concernant l'urbanisme et les déplacements,** le projet d'écoquartier s'inscrit simplement dans le Plan Local d'Urbanisme, sans en dépasser les ambitions. Si la limitation des places de parkings automobile est bien prise en compte, limiter les déplacements en réduisant leur besoin n'est pas une question posée dans le dossier, se passer de la voiture, la partager non plus...

### Concernant l'urbanisme, les bâtiments et l'énergie.

On retrouve dans les questions d'urbanisme un manque d'ambition : on souhaite (p. 30) *une certaine compacité des emprises bâties*, qui effectivement a des répercussions sur les consommations d'énergies, mais rien au-delà. Concernant le bâti lui-même, les promoteurs ici aussi n'ont pas fait preuve de beaucoup d'imagination : si les consommations des bâtiments sont orientées sur l'objectif Effinergie+ et un mix énergétique avec 40 % d'énergies renouvelables (pp. 30, 47), aucun bonus par rapport à la réglementation existante (comme la production locale d'énergie solaire ou éolienne, le partage de locaux ou de matériels type machine à laver...). Aucun mot non plus sur les matériaux de construction à faible empreinte énergétique (le bois local et non traité par fongicides, en remplacement du béton très énergivore, par exemple).

### Concernant la biodiversité faune flore et eaux

C'est sur ce domaine que le projet nous semble le plus discutable : les Vaîtes constituent en effet une **zone verte en pleine agglomération**, dotée d'une *activité agricole, et en particulier le maraîchage, historiquement implantée dans le quartier des Vaîtes* (p. 100). Si les espèces animales et végétales sont étudiées et prises en compte (entre autres avec des demandes de dérogation pour destruction et déplacement de sites d'espèces protégées...), les sols ne sont pas étudiés, alors que sur la zone, au moins deux grands types de sols doivent correspondre à des sous-sols calcaires au nord et marneux au sud. Le maraîchage n'était pas implanté par hasard aux Vaîtes !

Au-delà de ces prises en compte incomplètes, le projet ne dépasse pas les ambitions du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) (p. 162). **Contrairement à ce qui est annoncé, ce projet des Vaîtes prend donc très insuffisamment en compte cet enjeu majeur qu'est la biodiversité.**

### 3- Un projet véritablement écologique pour le quartier élargi des Vaîtes.

**Ce qu'on pouvait attendre d'un véritable écoquartier, c'est une prise en compte beaucoup plus large et ambitieuse des urgences et besoins que les générations devront assumer : la planète est actuellement en crise, et les conditions de vie ne feront que se durcir.** Une nécessaire prise de conscience manque dans le dossier actuel.

#### L'urgence climatique :

La **réduction des émissions de GES** passe par une reconsidération drastique des pôles de consommation des énergies fossiles, nucléaire compris. Ce sont les **économies d'énergie** qui seront le plus à travailler, tous azimuts : dans la définition réelle des besoins de transports des personnes comme des matières ou de l'information, dans la nature des matières utilisées, dans le respect des sols et des êtres vivants (arbres) comme lieux de stockage du carbone...

#### L'urgence « Biodiversité » :

Il est absolument **nécessaire de conserver au maximum les zones maraîchères** et plus ou moins naturelles, d'en optimiser les richesses en biodiversité. L'écoquartier se devait cette orientation majeure. Développer le maraîchage sans pesticides ni engrais de synthèse, préserver les sols en leur permettant une résilience forte par rapport aux aléas climatiques. Ceci dans des cadres humains variés : jardins partagés, maraîchage professionnel, etc.

#### L'urgence « Eau » :

Un écoquartier présentant une zone humide desservie par un ruisseau tel que les Vaîtes devait se structurer autour de cette richesse à préserver afin de perturber au minimum les circulations d'eau, en travaillant la gestion des sols du bassin versant.

#### Enjeux sociaux et démographiques :

Sur les Vaîtes, il est possible et nécessaire de **valoriser un mode de vie en autonomie alimentaire**, avec le minimum de déplacements et une mixité socioculturelle favorable aux intégrations dans le cadre des grandes migrations climatiques à venir. Avec un véritable travail de pédagogie adaptée afin d'en permettre l'acceptation par les habitants de la zone et au-delà.

**4 - En conclusions,** ce projet des Vaîtes semble largement insuffisant au regard des enjeux actuels (énergies et climat, biodiversité, eau). Il ne s'agit ni plus, ni moins que d'un projet d'urbanisation classique de la seconde moitié du XXème siècle, consommateur d'énergie et de sols dont nous risquons d'avoir grand besoin dans les décennies à venir. Et nous participons pleinement avec cet exemple aux déclarations de l'architecte R. Ricciotti, lauréat du grand prix national de l'architecture (2006), sur le concept d'écoquartier : « c'est un slogan politique approximatif, adossé à beaucoup d'ignorance et de cynisme ».

**A l'inverse, il est possible de construire un véritable écoquartier aux Vaîtes, imaginé comme une zone expérimentale, quant aux points de vue climatique, énergétique, biodiversité et humain :** la zone présente des opportunités exceptionnelles dont il faut prendre conscience dans une approche systémique et globale et dans un contexte de crise inédite dans l'histoire de l'humanité. **Déjà, réfléchir sur un cadre plus large que la zone actuellement définie :** afin de conserver au maximum les zones naturelles et de maraîchage. Il faut **associer les habitants** du pourtour actuel de la zone : soit vers la rue de Belfort, soit vers Brégille ou fort Benoit, afin de les faire venir sur les Vaîtes pour participer à un projet de valorisation de ces zones, soit en participant à des jardins partagés, soit comme consommateurs de productions maraîchères locales, soit comme agrément. On peut aussi imaginer une **expérimentation sur le maraîchage de demain** au sein d'une école appliquée à étudier les changements de pratiques, de variétés végétales ou la production de semences, ceci dans le cadre d'une adaptation aux climats à venir. Outre la création d'emplois locaux, ces objectifs réduiraient les besoins en transports. Ce qui n'interdit pas le déploiement d'activités de rénovation de l'habitat existant dans la nouvelle zone délimitée de manière concertée avec des techniques et matériaux limitant les consommations d'énergies fossiles. En bref, de l'imagination, mais sur des objectifs ambitieux !





## Holdup à la Sécurité Sociale

**Philippe Choulot et Jean-Louis Seuzaret**

Le titre d'un roman policier ? Pas même : alors que l'on parle beaucoup de la réforme des retraites, certains aimeraient bien qu'on ne regarde pas de trop près le budget de la Sécu. En effet, en catimini, **l'État s'apprête à détourner plusieurs milliards des caisses de la Sécu à son profit...**

Un bruit de fond récurrent sur le trou de la Sécu et sur la dette sociale est régulièrement évoqué pour justifier la nécessité de politiques d'austérité (baisse des retraites, fermeture de maternité, sous-effectif des EHPAD, etc...). Ce brouillage a pour but qu'on ne regarde pas de trop près le budget de la Sécu avant une réforme des retraites que rien ne justifie d'un point de vue financier.

Pour le dire clairement **la Sécu n'est pas en déficit, mais au contraire en excédent**. Pour 2019-2022 cet excédent est même officiellement prévu à 0,8% du PIB chaque année, soit environ 20Mds par an.\*

**Premier tour de passe-passe : l'art de transformer un excédent en déficit**

D'après le rapport de la Commission des comptes de la Sécurité Sociale, **les comptes du Régime Général sont excédentaires de 0,5 Mds d'€ en 2018 et 0,4Mds d'€ prévu en 2019.**

Mais.... Par un artifice de présentation qui est un choix politique, le gouvernement y ajoute le déficit du FSV (Fonds de Solidarité Vieillesse) et **l'excédent se transforme en un déficit de 1,7 Mds d'€... Or le FSV**

est une solidarité nationale qui relève du seul impôt d'État et ne devrait donc pas être imputé au régime de Sécurité Sociale. Mais le tour de passe-passe ne s'arrête pas là ! Les actifs du FSV rapportent des dividendes. La loi de financement de la Sécurité Sociale a réaffecté à l'État ces ressources de 4,3Mds d'€, diminuant d'autant celles du FSV. Celui-ci se retrouvera alors en déficit de 2,1 Mds d'€ en 2019 !

Mais le gouvernement enfonce le clou et augmente encore le fameux « trou ».

**Deuxième tour de passe-passe : faire fi de ses engagements**

Depuis de nombreuses années, les entreprises bénéficient de nombreuses exonérations ou réductions de cotisations sociales (les baisses de « charges ») et de diverses incitations fiscales sous prétexte d'améliorer la situation de l'emploi. Comme l'indique la Cour des Comptes : « Le gouvernement [a fait] évoluer les règles de compensation des mesures de baisses de prélèvements sociaux. [...] à compter de 2019, **les mesures nouvellement adoptées seraient supportées par la seule Sécurité Sociale** quand elles concernent des prélèvements qui lui sont affectés ». Jusqu'alors, depuis juillet 1994, la loi Veil instituait que toute nouvelle exonération impactant le financement de la Sécurité Sociale devait être compensée intégralement par l'État.

Mais dès l'an 2000, l'État décidait de créer le FOREC, un établissement public chargé de collecter et rembourser les fonds dus aux régimes sociaux pour les différentes exonérations (niches fiscales, exonération, dispositifs divers...). **Epingle, par la Cour des Comptes et par le Sénat, le FOREC est apparu très vite comme un écran de fumée pour cacher les détournements au profit de l'État\*\*.**

Par ailleurs, le gouvernement lorgne avec insistance sur les « réserves » : Lionel Jospin avait créé en 1999 un **Fond de Réserve pour les Retraites** afin de pérenniser le système actuel. Ce fond souverain **dispose aujourd'hui (rapport de 2018) de 32,5 milliards**. Interrogé sur le devenir de cette manne, lors de l'atelier de Dijon sur les retraites, JP Delevoye n'a pas souhaité répondre... Mais il y a d'autres réserves encore plus importantes : **celles des caisses de retraites complémentaires estimées à 115 Mds d'€...** C'est donc près de 150Mds d'€ qui sont à portée de main et qui pourrait maintenir et améliorer le système actuel. Quant au devenir de la **RAFP** (retraite additionnelle de la fonction publique) et de **ses 30Mds d'€...** Mystère ! L'Assemblée Nationale, pour permettre le passage en force du gouvernement, vient de voter un amendement à la loi Veil lui permettant de ne plus compenser une partie de ces exonérations.

Ainsi, ne seront pas compensées les exonérations de cotisations salariales sur les heures supplémentaires, l'annulation de l'augmentation du taux de CSG sur les pensions des retraités modestes (on dira que c'est la faute aux gilets jaunes !), ainsi que

l'exonération du forfait social pour les PME prévue par la loi Pacte. **La Commission des comptes de la Sécurité Sociale évalue à 3,4 milliards les pertes de recettes pour le régime général et le fonds de solidarité vieillesse, ce qui contribue grandement aux 5 milliards d'euros de déficit prévu pour 2019... au lieu des excédents de 10 à 20 milliards.**

**Troisième tour de passe-passe : ou comment se servir dans la caisse**

Non content d'avoir déjà ponctionné les réserves du FSV, le gouvernement se livre à un nouveau rapt : la loi dite de programmation des finances publiques pour 2018-2022 votée fin 2017 a prévu : « [...]**june contribution du secteur ASSO [Administration de Solidarité Sociale] à la réduction du déficit de l'État, sous forme de transferts dès 2019...** »

En clair, **il est prévu que les excédents à venir de la Sécu seront captés par l'État, laissant ainsi la Sécu en situation difficile**. Ces excédents serviront concrètement, pour l'essentiel, à financer la bascule du Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE) en allègement de cotisations sociales pérennes. Jusqu'à présent le CICE, par sa nature, était imputé à la dette de l'État, désormais c'est la Sécu qui le prendra en charge (soit 20Mds € / an) ! Quant à l'efficacité du CICE, un rapport sénatorial le décrit comme : « complexe, non ciblé, pour un résultat incertain ». C'est le moins qu'on puisse dire !

Si on ajoute à cela les « niches fiscales » qui représentent un manque à gagner de 90Mds d'€\*, on s'aperçoit qu'avoir une Sécu excédentaire est bien possible. C'est une volonté politique de la mettre en déficit afin de justifier les réformes / sacrifices à venir.

Comme le dit Jacques Rigaudiat, conseiller maître honoraire à la Cour des Comptes : « Ce sont donc nos cotisations qui paieront leur baisse de charge. Bien loin d'être en déficit, la Sécu est désormais une vache à lait ».

\* source : *Cour des Comptes et INSEE, info rapides, n°72,26 mars 2019.*

**\*\*Le rapport de la Cour des Comptes 2013 relève que « [l'annexe 5 de la loi de financement de la Sécu] est marquée par des imprécisions anormales de méthode, des lacunes importantes de périmètre et des approximations de présentation, qui ont pour résultat un chiffrage du coût des niches sociales bien inférieur à la perte réelle qu'elles occasionnent. »**